



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 17 AU 24 MARS 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	5
AMERIQUE LATINE	11
ASIE – PACIFIQUE.....	14
EUROPE	15
PROCHE & MOYEN ORIENT'.....	18
RUSSIE	21



AFRIQUE

MALI : UN MASSACRE DANS UN VILLAGE PEUL FAIT 115 MORTS

Ce samedi 23 mars, vers 4 heures du matin, le village peul d'Ogossagou, situé près de Bankass au centre du pays, a été la cible d'une attaque par des hommes armés. D'après les témoignages, ces derniers étaient habillés en chasseurs traditionnels Dogons, dits « dozos », lesquels prétendent protéger les Dogons contre les Peuls, alors même que le conflit entre les deux ethnies s'est exacerbé dans un contexte de lutte contre les djihadistes. Les Peuls dénoncent des exactions de la part de ces groupes de « chasseurs », tolérées voire encouragées selon par les autorités et l'armée malienne sous prétexte de lutte antiterroriste, ce que dément le gouvernement.

La communauté peule suspecte cette tragique attaque d'avoir été menée en représailles à une embuscade du 17 mars dernier revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), au cours de laquelle 26 soldats maliens avaient été tués. Le 17 mars, des djihadistes de la Katiba Macina commandée par Amadou Kouffa avaient attaqué et brièvement occupé une base militaire malienne située dans la localité de Dioura, dans la région de Mopti. Le groupe avait indiqué avoir mené son attaque pour venger les Peuls victimes, selon lui, de « crimes odieux commis par les forces du gouvernement de Bamako et ses milices ».

Selon des sources concordantes, le dernier bilan du massacre d'Ogossagou fait état de plus de 100 morts. Le maire de la localité voisine de Ouenkoro, Cheick Harouna Sankaré, a annoncé un bilan provisoire de 115 morts.

MAROC – SAHARA OCCIDENTAL : PEU D'AVANCEES DIPLOMATIQUES A GENEVE

Pour la seconde fois en quelques mois, le sort du Sahara occidental, de ses 266 000 km² de territoire, de ses réserves de phosphates et d'eaux poissonneuses, a été l'objet de négociations à Genève. Des diplomates du Maroc, du Front Polisario, de l'Algérie et de la Mauritanie se sont en effet rencontrés ces jeudi et vendredi 21 et 22 mars 2019. Bien que la prochaine rencontre ait déjà été fixée, aucune avancée de fond n'a été constatée.

Invités par le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara



occidental, l'ex-président allemand Horst Kohler, les protagonistes impliqués dans le processus se sont donc retrouvés pour la seconde fois après décembre 2018, rencontre qui intervenait elle-même six ans après la rupture du dialogue. À la suite de la résolution 2440 du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en octobre 2018, qui demande aux acteurs de « parvenir à une solution réaliste, pragmatique et durable qui repose sur le compromis », les ministres des différents États (ou proto-États), ont pu réaffirmer leurs positions, sans réelles avancées majeures.

Le Front Polisario demande ainsi un référendum d'autodétermination pour le Sahara occidental, officiellement reconnu sous souveraineté marocaine. À l'inverse, les autorités marocaines par l'intermédiaire de M. Bourita, n'acceptent de parler que d'« autonomie », excluant de facto un quelconque référendum permettant une sortie du royaume chérifien. Alors que les deux protagonistes campent sur leurs positions respectives, M. Köhler résume la situation en une phrase : « Les délégations ont encore beaucoup de travail devant elles. On ne doit pas s'attendre à ce qu'une solution émerge rapidement. Parce que les positions sont encore très divergentes [entre les participants]. »

ALGERIE : LA TOURNEE DIPLOMATIQUE DU VICE-PREMIER MINISTRE DECRIEE

Alors que la contestation populaire fête ses cinq semaines, le vice premier ministre algérien, également ministre des affaires étrangères, a enchaîné plusieurs visites officielles en Europe cette semaine. Ce sursaut diplomatique s'ancre dans un contexte particulièrement tendu alors que le gouvernement, récemment « lâché » par des pontes des principaux partis en place, apparaît incapable de gérer la crise interne.

Ramtane Lamamra, vice premier ministre algérien, s'est en effet rendu lundi à Rome, mardi à Moscou, et mercredi à Berlin. Officiellement, l'objectif de ces visites était de rassurer ses partenaires internationaux : devant la diplomatie allemande, le ministre a affirmé que « ceux qui observent de loin notre réalité ont le sentiment qu'il se développe une situation potentiellement porteuse de risque ». Mais, selon lui, il ne s'agit que d'un sentiment : le gouvernement est largement capable de surmonter la crise, et le plan d'action du président Bouteflika ne nécessite en aucun cas une intervention étrangère.

L'opposition ne le voit pas de cet œil. Alors que le président algérien se trouve fragilisé par les défections de son propre camp (notamment des partis RDN et FLN), l'opposition dénonce ces visites comme une tentative désespérée de sauver le clan Bouteflika. Ainsi, pour le politologue Adlene Mohammedi interrogé par



Jeune Afrique, « nous ne sommes même pas dans la vraie diplomatie, dans un dialogue entre États qui représentent leurs intérêts respectifs. Lamamra ne défend pas l'Algérie, l'économie algérienne. Il défend un clan, un régime. C'est le degré zéro de la diplomatie ».

SOMALIE : NOUVEL ATTENTAT MEURTRIER A MOGADISCIO

Le 23 mars dernier, Mogadiscio a été le théâtre d'un attentat revendiqué par le groupe islamiste des shebabs, affilié à Al-Qaïda. L'explosion suivie d'un assaut contre des ministères a fait pour l'heure 11 morts dont Saqar Ibrahim Abdalla, vice-ministre du travail somalien. C'est la troisième attaque menée dans la capitale par les insurgés depuis le début du mois de mars contre le gouvernement somalien, en dépit du déploiement sur le territoire de 22 000 hommes de la force de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM) et du soutien des États-Unis.

Le souvenir de la bataille de Mogadiscio d'octobre 1993 n'a certes pas quitté l'esprit de l'armée américaine, pour qui la Somalie a représenté durant la décennie 2007-2017 l'un des plus gros budgets d'assistance militaire en Afrique avec un total de 1,4 milliards de dollars, suivi en décembre 2018 de la réouverture d'une ambassade américaine, presque trente ans après sa fermeture en mars 1991.

La priorité donnée aujourd'hui à la Somalie par le commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) s'explique par la menace que représentent les Shebabs pour les intérêts américains dans la région. Qui plus est, on observe une nette augmentation des opérations menées contre les Shebabs depuis 2017 et l'arrivée à la présidence de Donald Trump, principalement par le biais de frappes aériennes.

L'intensification des actions militaires, supposée désorganiser les Shebabs, chassés des principales villes du pays par l'Amisom suffit-elle cependant à endiguer la menace ? L'attaque de samedi dernier semble une fois encore prouver que non. Affaiblis mais non moins actifs, les Shebabs « jeunes » en arabes, sont issus des groupes islamistes radicaux apparus à la chute du régime de Siad Barre en 1991. Ils répondent plutôt à une logique d'organisation clanique, certains chefs ont fait leurs armes en Afghanistan, aujourd'hui dirigées contre le gouvernement qu'ils estiment « hérétique » et soumis aux ingérences internationales.

Paradoxalement, la présence militaire américaine dans le pays s'intensifie au moment où cette dernière manifeste sa volonté de se désengager de Syrie et d'Afghanistan. Le 20 mars dernier, une enquête publiée par Amnesty International sur ces bombardements relevait la présence de civils au nombre des tués.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

REQUETE BUDGETAIRE DU PENTAGONE POUR LE RENSEIGNEMENT MILITAIRE

Le Pentagone a requis une hausse du budget alloué à ses programmes de renseignement militaire pour la cinquième année consécutive. C'est ainsi que près de 23 milliards de dollar sont demandés, couvrant à la fois le budget de base et les opérations extérieures (OCO). Ce budget, qui a connu une forte baisse entre 2010 et 2015, fait depuis l'objet d'une remontée en puissance constante, démontrant l'importance qu'occupe le renseignement militaire, dit à fins d'action, dans la stratégie de défense américaine. Si aucun détail n'est disponible à ce sujet pour des raisons de confidentialité évidentes, un rapport du *Congressional Research Service* de 2016 considère que le *Military Intelligence Program* recouvre « les activités de renseignement militaire visant à soutenir les opérations militaires au niveau tactique » tant en termes d'équipement, que de personnels et d'activités. Le rapport précise qu'une partie des fonds est susceptible d'aller au commandement des opérations spéciales en vue de doter ses aéronefs de capacités ISR et de gestion des données particulières, ainsi qu'à différents programmes du Pentagone, portant vraisemblablement sur divers équipements.

LE CYBERCOM DEMANDE DAVANTAGE DE MOYENS DANS SA LUTTE CONTRE DAECH

Dans la section opérations extérieures de la requête budgétaire présidentielle pour la Défense, le *Cyber Command* requiert une hausse des ressources financières qui lui sont allouées dans le cadre de ses opérations contre Daech, soit un total de 35M\$. Les opérations concernées sont l'opération *Inherent Resolve* au Levant, l'opération *Freedom Sentinel* en Afghanistan, mais également des opérations conduites au Yémen et aux Philippines.

LES LIENS DE GOOGLE AVEC LA CHINE VONT ETRE EXAMINES

Le général Joseph Dunford, le chef d'Etat-major des armées américaines, a déclaré il y a deux semaines au Sénat que l'armée chinoise bénéficiait, indirectement, des opérations de *Google* en Chine. Jeudi dernier, il a précisé qu'il croyait fermement qu'aucune entreprise ne pouvait opérer en Chine sans être espionnée et



« siphonnée ». En effet, toute entreprise présente en Chine doit comporter une cellule du Parti communiste et la propriété intellectuelle de l'entreprise passe alors rapidement dans les mains de l'armée chinoise. Ainsi il a été critique de la décision prise par *Google* d'investir dans le pays, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle : ces investissements vont probablement aider Pékin à renforcer son contrôle sur la population et vont également à l'encontre de la sécurité à long terme des Etats-Unis en aidant les Chinois à prendre l'avantage technologique. Le général Dunford prévoit donc de rencontrer des représentants de l'entreprise, peut-être dès la semaine prochaine, afin d'aborder le rôle joué par ces investissements et leurs conséquences sur la sécurité globale. Enfin, ce problème ne concerne pas que *Google* mais toutes les industries américaines décidant d'investir le marché chinois. Mais *Google*, qui a ouvert un centre d'intelligence artificielle en Chine alors que les Etats-Unis est justement en compétition technologique avec ce pays, présente un risque particulièrement important.

Le général Dunford est également inquiet quant à la possibilité dont disposerait Pékin de créer le premier réseau 5G. Un tel réseau, si réalisé en premier par les Chinois, serait compromis et ne permettrait pas d'échanges sécurisés de renseignements entre alliés ni d'échanges entre systèmes de combats. Pour Joseph Dunford, l'industrie américaine doit prendre la tête du développement d'un réseau 5G pour la sécurité des échanges futurs.

L'US ARMY VEUT S'ADAPTER A LA MONTEE EN PUISSANCE CHINOISE

Comme la Chine agrandit son armée et étend son influence dans la région Asie-Pacifique, l'*US Army* veut augmenter sa puissance de feu dans la région ainsi que le nombre de rotations des troupes américaines. Cette affirmation de l'armée américaine doit rassurer les alliés des Etats-Unis comme le Japon, la Corée du Sud ou la Thaïlande mais aussi empêcher une guerre potentielle. Les efforts dans la région correspondent au changement stratégique américain, acté dans la *National Defense Strategy*, de combat contre le terrorisme au Moyen-Orient à une compétition entre grandes puissances, c'est-à-dire avec la Chine et la Russie. Le vice chef d'état-major de l'*US Army*, James McConville a tout de même précisé dans une interview que la rivalité avec ces deux puissances n'entraînerait pas nécessairement de conflit ; les Etats-Unis veillent seulement à rester dans la compétition. Mais avant de pouvoir se conformer aux demandes de l'*US Army*, le Congrès demande à être convaincu de financer ces changements. Or, au Capitole, certaines voix restent assez sceptiques devant la potentielle menace représentée par la Chine. Or les experts expliquent que si un conflit avec Pékin reste peu probable, l'absence de réponse de la part des Etats-Unis pourrait mener à une instabilité dans la région, en particulier autour de



la question de Taïwan ou des îles contestées en mer de Chine.

Plus généralement, l'*US Army* a annoncé vouloir consolider sa présence dans le Pacifique. A cette fin, de nouvelles rotations de forces pourraient s'ajouter à celles qui existent déjà, portant sur des volumes allant de 5000 à 10000 hommes. Sont déjà en place les *Pacific Pathways*, lancées en 2014 et qui visent à renforcer la coopération de l'*Army* avec différents partenaires asiatiques, notamment le Japon, l'Indonésie et la Malaisie.

COREE : RENCONTRE ENTRE LE DIRECTEUR DU RENSEIGNEMENT AMERICAIN ET LE PRESIDENT SUD-COREEN

Le président sud-coréen Moon Jae-in a rencontré mercredi à Séoul le directeur du renseignement national (DNI) Dan Coats pour échanger sur les enjeux de la relation bilatérale. Si aucun détail n'a filtré, cette rencontre témoigne de la volonté sud-coréenne de faire avancer les discussions entre Washington et Pyongyang après l'échec du deuxième sommet entre Donald Trump et Kim Jong-Un.

LE COMMANDANT DE L'USMC CRITIQUE LES EFFETS DES DEPLOIEMENTS A LA FRONTIERE MEXICAINE SUR LA PREPARATION OPERATIONNELLE

Le général Robert Neller, commandant du *Marine Corps*, a déclaré que les déploiements imprévus d'unités de l'USMC dans le cadre du soutien militaire aux opérations de contrôle à la frontière mexicaine faisaient porter un « risque inacceptable » à la préparation opérationnelle des *Marines*. De fait, ces déploiements s'ajoutent au tempo opérationnel déjà chargé du *Marine Corps* et se font au détriment de l'entraînement opérationnel au cœur de métier.

NOMINATION DU PROCHAIN COMMANDANT EUCOM ET DU COMMANDEMENT SUPREME ALLIE DE L'OTAN

Le général de l'*US Air Force*, Tod Wolters vient d'être nommé par le président Trump comme Commandant suprême des forces alliés en Europe (*SACEUR*). Cette nomination a été confirmée par l'Otan mais doit encore être confirmée par le Congrès. Tod Wolters était jusqu'à présent commandant des forces aériennes américaines en Europe et en Afrique. En plus de *SACEUR*, il deviendra également le commandant de l'*US European Command*, remplaçant ainsi le général de l'*US Army*



Curtis Scaparrotti. Wolters a été diplômé de l'*Air Force Academy* en 1982 avant d'effectuer des missions à bord d'appareils de type *OV-10* (avion d'attaque au sol, de reconnaissance et de guidage d'artillerie) et d'avions d'observation. Il est plus tard devenu pilote d'avion de chasse (*F-15*, *F-22*, *T-38*, *A-10*). En tant que nouveau *SACEUR* et commandant *EUCOM*, il devra répondre à plusieurs défis : ouverture d'une base américaine permanente en Pologne, influence russe dans les Balkans et autour de la mer Noire, question ukrainienne notamment.

DEPLOIEMENTS DE BOMBARDIERS *B-52* AU ROYAUME-UNI ET A GUAM

Six bombardiers *B-52* ont été déployés sur la base de la Royal Air Force de Fairford avec plusieurs centaines de personnels de l'US Air Force. Ils vont passer une durée non-déterminée sur cette base dans le cadre d'entraînements des forces américaines et des forces de l'Otan. Ce déploiement de bombardiers à long rayon d'action, événement rare depuis la fin de la Guerre Froide, s'inscrit dans le cadre de l'opération *Atlantic Resolve*, en réponse aux actions et à la montée en puissance russes. Le ministère de la Défense russe a d'ailleurs publié cette semaine une vidéo où des avions de chasse russes apparaissent escorter un *B-52* hors de l'espace aérien russe. Les Etats-Unis ont décrit l'incident comme une « interaction routinière » avec un avion de chasse *SU-27* et ont expliqué que l'avion russe n'aurait pas escorté l'aéronef américain qui a pu finir sa mission. Parallèlement au déploiement des bombardiers, les Etats-Unis ont envoyé plus de 1000 soldats en Pologne alors que la Russie est suspectée d'avoir déployé ses bombardiers en Crimée.

La participation des *B-52* aux entraînements en Europe est organisée par l'*European Command* en coordination avec l'*Indo-Pacific Command* et le *Strategic Command*. En effet, des *B-52* sont également déployés dans la région du Pacifique sur l'Andersen Air Force Base à Guam. Ces bombardiers ont effectué des vols à l'est de la péninsule du Kamtchatka, à l'est de la Russie mais aussi au-dessus des îles contestées de la mer de Chine les 4 et 13 mars. Le 4 mars, le survol des îles a eu lieu dans le cadre d'un exercice conjoint avec la Force Aérienne d'Auto-Défense Japonaise et représentait le premier survol rendu public depuis le mois de novembre.

EXERCICE MARITIME *OBANGAME EXPRESS* CONTRE LA PIRATERIE ET LES TRAFICS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un exercice conjoint mené par les Etats-Unis avec les nations d'Afrique de l'Ouest, l'*Obangame Express*, a eu lieu du 13 au 22 mars. Le but de cet exercice, qui réunit



chaque année plusieurs dizaines de pays africains et européens - 33 cette année - depuis 2010, est d'améliorer la coopération dans la surveillance maritime, alors que la piraterie augmente dans certaines régions et que le trafic de drogues et d'êtres humains reste un problème à travers l'Atlantique. Au cours de ces neuf jours, les marines s'entraînent à repérer, accoster et fouiller des navires suspects mais aussi à détenir les équipages de ces navires et à gérer le recueil de preuves afin de poursuivre l'action dans le cadre juridique - le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana et le Bénin ont même organisé des procès fictifs pour vérifier que les équipes respectent la loi au cours des perquisitions. Cette année, des opérations de sauvetage ainsi que d'assistance médicale ont fait partie de l'exercice. La directrice du renseignement pour l'*US Africa Command*, la vice-amirale Heidi Berg s'est d'ailleurs félicitée que l'*Obangame Express* soit devenu un exercice comportant des activités diverses au sein de la sécurité maritime ainsi que des échanges de compétences.

Deux autres exercices, partageant les mêmes objectifs, sont organisés par l'*US Africa Command* : le *Cutlass Express* autour de la Corne de l'Afrique et l'exercice *Phoenix Express* en Méditerranée. En 2018, le golfe de Guinée a vu ressurgir la piraterie après une période de déclin : il y a ainsi eu 48 incidents enregistrés dans cette région en 2018, contre 33 en 2017 et 14 en 2014, d'après le Bureau Maritime International. Ces incidents représentent l'essentiel des incidents de piraterie à l'échelle mondiale : six détournements ont eu lieu dans la région, 13 des 18 navires ciblés par des tirs le furent dans la région et 130 des 141 otages pris en mer en 2018 ont été capturés dans le golfe de Guinée. Et en ce qui concerne le trafic de drogues, les deux-tiers de la cocaïne transitant entre l'Amérique du Sud et l'Europe passent par l'Afrique de l'Ouest, selon un rapport des Nations Unies.

L'OPPOSITION VENEZUELIENNE PREND LE CONTROLE D'EMPRISES DIPLOMATIQUES AUX ETATS-UNIS

Lundi, des représentants de Juan Guaido ont pris le contrôle de trois bâtiments à vocation diplomatique à New York et à Washington D.C. : deux établissements du ministère de la Défense vénézuélien dans la capitale américaine et un bâtiment consulaire à New York. Ces emprises étaient auparavant sous le contrôle du gouvernement de Nicolas Maduro. L'ambassadeur de Guaido auprès des Etats-Unis, Carlos Vecchio, a annoncé que ces prises de contrôle avaient été effectuées par des membres de l'Assemblée Nationale vénézuélienne et que des représentants du président par intérim devraient occuper un quatrième bâtiment, en l'occurrence l'ambassade vénézuélienne à Washington, dans les jours qui arrivent. Il a également déploré les dégradations d'un des bâtiments, attribuées aux soutiens de Maduro.



COLOMBIE : LES FRACTIONS REBELLES INQUIETENT WASHINGTON

Tandis que l'essentiel des efforts diplomatiques américains en Amérique latine semblent se concentrer sur le Venezuela et la contestation du régime de Nicolas Maduro, l'armée américaine se concentre, elle, sur une conséquence de la crise vénézuélienne. En effet, les rebelles colombiens (une partie des Forces armées révolutionnaires de Colombie – FARC - et Armée de Libération nationale), qui refusent l'accord de paix de 2016, semblent être en train de se renforcer de chaque côté de la frontière avec le Venezuela. Ils semblent tirer parti de la crise dans le pays voisin pour y étendre leur influence mais aussi leur activités illégales notamment le narcotrafic. Pour mieux surveiller cette résurgence, le Southern Command américain intensifie son partage de renseignements avec les autorités colombiennes.



AMERIQUE LATINE

BRESIL : LE SALON INTERNATIONAL DE DEFENSE ET DE SECURITE *LAAD* OUVRIRA BIENTOT SES PORTES

Le salon de la défense et de la sécurité le plus important d'Amérique Latine (*LAAD*) se tiendra à Rio de Janeiro entre le 2 et le 5 avril. Il réunit, tous les deux ans, 450 professionnels nationaux et internationaux qui exposeront les dernières innovations en matière de défense et de sécurité. S'y rendront 195 délégations de 80 pays, dont de nombreux ministres de la Défense et haut-gradés militaires des forces armées d'Amérique Latine. Ces derniers auront aussi l'occasion de s'entretenir avec les forces armées brésiliennes lors de rencontres bilatérales. Les organisateurs attendent environ 40 000 visiteurs répartis sur les quatre jours, un public se limitant aux secteurs militaires, policiers et aux professionnels du domaine de la défense.

La promotion des innovations régionales intéresse de nombreux acteurs ; la région étant concernée par des préoccupations sécuritaires majeures, dont la criminalité et la violence urbaine.

Un public traditionnel sera visé, celui des forces armées, avec l'exposition des avancées technologiques dans la logistique, la communication, ingénierie navale et aéronautique, cyberdéfense et sécurité, etc. Toutefois, depuis la nomination de Sergio Moro au poste de ministre de la Sécurité publique et de la justice, le salon a invité des acteurs de la sécurité civile, du maintien de l'ordre et de la lutte contre la criminalité.

Le salon permet ainsi de jauger la demande en matière de défense et sécurité, et de l'évolution de ces secteurs dans la région. A cet égard, seront abordés les modalités du [nouveau partenariat Etats Unis - Brésil sur la base d'Alcantara](#). Des appels d'offres sont d'ailleurs lancés par l'armée de l'air quant à la modernisation de l'avion *T-27 Tucano*, mais aussi des discussions auront lieu pour parachever la demande d'acquisition de missiles *BVR* (missile air-air longue portée) et autres armes intelligentes pour équiper les avions suédois *F-39 Gripen* vendus aux forces armées brésiliennes jusqu'en 2024.

BRESIL : TIR REUSSI DU DEUXIEME PROTOTYPE DE MISSILE ANTINAVIRE *MANSUP*

La marine brésilienne a confirmé le bon fonctionnement du prototype de missile antinavire *Mansup* après le deuxième tir effectué par la frégate *Independencia* après un



premier test en novembre 2018 qui avait permis d'identifier des dysfonctionnements dans les sous-systèmes. Des améliorations dans le système de navigation de contrôle et d'orientation ont été effectuées, comme en témoigne le succès de la trajectoire lors du deuxième essai. Le missile développé est un missile de type *Fire and Forget* de troisième génération.

COLOMBIE : BILAN DU SALON INTERNATIONAL *COLOMBIAMAR 2019*

Dans le cadre du salon international *Colombiamar 2019* organisé par le groupe *Cotecmar* et par la Marine colombienne, les divers acteurs latino-américains et européens de l'industrie de défense sont présents afin d'exposer leurs productions les plus récentes. C'est un événement majeur qui permet de réunir forces armées et entreprises du secteur des Etats-Unis, d'Europe et d'Amérique Latine.

Le groupe *BAE Systems* doté de 83 000 employés répartis dans plus de 40 pays, travaillant dans les différents secteurs aérien, terrestre, maritime et cybernétique, a exposé ses solutions dans le domaine maritime. Le groupe britannique a récemment terminé la construction de deux porte-aéronefs pour la *Royal Navy* et poursuit la modernisation de plusieurs bâtiments de guerre. Cette entreprise, riche d'une expérience internationale, envisage de travailler avec les Forces Armées Colombiennes dans le cadre des programmes navals *OPV* et *PES*.

La compagnie espagnole *Navantia* est familière des expositions dans le secteur militaire en Amérique Latine et a déjà eu l'occasion de participer aux précédentes éditions de *Colombiamar*. José Luis Inogés Esteban, responsable de l'intelligence commerciale, souligne l'opportunité pour le groupe espagnol d'échanger avec les différents acteurs du marché comme les entreprises espagnoles et colombiennes, les institutions spécialisées et les clusters maritimes. Le lien privilégié entre l'Espagne et la Colombie doit permettre à *Navantia* de mener à terme les programmes *OPV* et *PES*.

Jérôme Copin, country directeur de *Thales* en Colombie, était présent à *Colombiamar 2019* pour superviser la présence du groupe européen dans la foire internationale. *Thales* a notamment pu présenter son radar *Coast Watcher 100* qui a déjà été offert à la Marine colombienne. Le groupe *Thales* présent dans de nombreux pays latino-américains dont le Mexique et le Pérou a ainsi pu exposer ses réalisations et échanger avec ses partenaires locaux dans le secteur.

Notons que cette foire internationale a bénéficié de l'appui des autorités colombiennes conscientes des enjeux internationaux pour la Colombie. Les



groupes étrangers et nationaux ont pu se rencontrer et échanger afin d'envisager de futures coopérations militaires et techniques.

ARGENTINE : RENCONTRE AVEC UNE DELEGATION MILITAIRE INDIENNE

Le Ministre de la Défense Oscar Aguad a mené une série de rencontres avec une délégation du ministère de la Défense indien afin d'envisager de futurs accords dans le domaine de la recherche scientifique et des processus industriels. Ces échanges sont la conséquence du poids militaire et technique actuel de l'Inde ainsi que de la précédente coopération mutuelle portant sur les appareils *LA 63 Pampa III*. Les discussions ont commencé le 11 mars dernier à Buenos Aires et ont inclus des réunions sur les sites militaires de Cordoba.

PEROU : VISITE D'UNE DELEGATION MILITAIRE AUX ETATS-UNIS

Le général Jorge Céliz Kuong, commandant général de l'Armée du Pérou, a mené une délégation militaire du 26 février au 1er mars en visite dans différentes institutions nord-américaines. A l'occasion de sa présence au *Western Hemisphere Institute for Security Cooperation* (Whinsec), le général péruvien a souligné les aspirations des autorités de son pays de se rapprocher de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il a également mis en lumière les nombreux défis auxquels est confronté la force militaire péruvienne. Hormis les missions traditionnelles d'interventions spéciales et d'opérations extérieures, les Forces Armées péruviennes sont en voie de restructuration afin de réaliser de futures missions de sécurité intérieure, protection civile, opérations lors de désastres naturels.

SALVADOR : NOUVEAU CHEF D'ETAT ET POTENTIEL REMANIEMENT A LA TETE DU MINISTERE DE LA DEFENSE

Le nouveau chef d'Etat de San Salvador, Nayib Bukele, a été élu en février 2010, succédant à S. Sanchez Cerén. Ainsi se pose la question du remplacement du ministre de la Défense, David Mungia Payes, en place depuis trois mandats présidentiels (2009-2019). Celui-ci revendique l'importance de l'armée de l'air salvadorienne comme la meilleure d'Amérique centrale, dans laquelle son implication serait grande, ainsi que dans la police nationale, qui vise à réduire l'insécurité. Rappelons que Salvador connaît les taux les plus hauts d'homicide, avec le Honduras et le Brésil dans le monde.



ASIE – PACIFIQUE

JAPON - DEVELOPPEMENT PREVU DE MISSILES AIR-SURFACE DE LONGUE PORTEE

Selon Takeshi Iwaya, ministre de la Défense japonais, de nouveaux missiles de longue portée air-surface sont en développement afin de renforcer la défense des îles japonaises les plus éloignées. Il est ainsi prévu d'améliorer l'ASM-3, un missile antinavire supersonique développé par *Mitsubishi Heavy Industries* (MHI), pour le doter d'une portée maximale de plus de 400 km. L'ASM-3, qui est entré en service en 2017, vole à une vitesse de Mach 3 et dispose actuellement d'une portée maximale de 200km. Iwaya a précisé que le développement du missile était terminé mais que les travaux d'intégration aux F-2 de la Force aérienne d'autodéfense étaient toujours en cours. Bien que cela n'ait pas été mentionné par le ministre, ce programme est vu comme une réponse aux améliorations de la portée des missiles antiaériens de la marine chinoise dans le cadre de la défense des territoires et espaces maritimes japonais revendiqués par Pékin.

INDE - LANCEMENT D'AFINDEX-19 ET RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INDO-AFRICAINE

Les relations entre l'Inde et le continent africain continuent de se développer sous le mandat du Premier ministre Narendra Modi. Cette semaine ont ainsi débuté les premiers exercices militaires entre l'Inde et dix-sept pays africains, regroupés sous le nom d'AFINDEX-19 (Africa-India Field Training Exercise 2019). Le but affiché est d'améliorer les méthodes des participants pour les opérations de maintien de la paix et de déminage humanitaire de l'ONU. Les pays présents sont le Bénin, le Botswana, l'Égypte, le Ghana, le Kenya, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.



EUROPE

FRANCE/ETATS-UNIS : FLORENCE PARLY DEVANT L'ATLANTIC COUNCIL AUX ETATS-UNIS

Florence Parly, ministre des Armées, était en déplacement aux États-Unis afin de rencontrer son homologue américain, Patrick Shanahan, et prononcer un discours devant le think-tank américain Atlantic Council, spécialiste des relations internationales, le 18 mars. L'objectif de cette visite était d'obtenir des garanties concernant la position des États-Unis sur différents sujets.

Lors de son discours, Florence Parly a exprimé les inquiétudes des européens quant à la pérennité de l'engagement des États-Unis pour la défense européenne ; d'autant plus après les déclarations de Donald Trump, qui pointait encore les insuffisances dans les efforts budgétaires - la plupart des pays européens sont très éloignés de la cible des 2% du PIB consacré à l'effort de défense. Donald Trump laissait ainsi entendre que les États-Unis pourraient suivre « leur propre chemin ». Florence Parly a rappelé que l'Otan constituait une Alliance gouvernée par l'article 5, et non par les commandes de matériels.

Certaines garanties concernant le dossier syrien ont été également données à la ministre des Armées. Les États-Unis devraient laisser une force résiduelle pour contribuer à stabiliser la région. Toutefois, les dirigeants américains demeurent très vagues quant à l'ampleur des forces déployées. Pour Donald Trump, il s'agirait d'environ 200 soldats, nombre jugé insuffisant pour la France. Les médias outre-Atlantique mentionnent le nombre d'un millier de militaires - information démentie par le chef du Pentagone, le général Joseph Dunford.

FRANCE : INSTAURATION D'UNE PRIME TECHNICITE DE HAUTE MONTAGNE

En déplacement le 21 mars au 27e bataillon de chasseurs alpins (27e BCA) à Annecy, la ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé l'instauration de la prime de technicité de haute montagne (PTHM).

Cette prime de technicité s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle politique de rémunération des militaires à compter de 2021, prévue par la loi de programmation militaire pour les années 2019 à 2025.



Comme le précise le communiqué de l'armée de Terre en date du 22 mars, cette prime est une reconnaissance de la particularité du milieu de haute montagne. Trois facteurs sont pris en compte : le risque encouru, les qualifications détenues et la responsabilité engagée.

Pour en bénéficier, plusieurs critères devront être remplis dont une qualification spécifique. Plus de 2 000 soldats sont éligibles à cette prime.

“De 2019 à 2025, 25 millions d'euros seront débloqués : 115 € supplémentaires chaque mois pour les chefs d'équipe de haute montagne et 350 € pour les guides de haute montagne”, a précisé la ministre des Armées.

INNOVATION OPTRONIQUE SUR L'HELICOPTERE TIGRE : LES PREMIERS RESULTATS DE LA DGA

Entre janvier et février 2019, le centre d'expertise et d'essais DGA Essais en vol a conduit ses premiers essais en vol sur la technologie d'affichage du viseur de toit *Strix* dans un casque numérique TopOwl®. Une innovation qui devrait permettre, d'après les premiers résultats obtenus, d'améliorer l'efficacité des pilotes en mission.

L'étude d'une nouvelle technique de visualisation des images avait été lancée en 2016, dans le cadre du programme MATI3 (maturation des technologies pour l'hélicoptère Tigre standard 3) visant la modernisation à mi-vie de l'appareil. Elle devait répondre aux besoins exprimés dans les retours d'expérience (RETEX) en améliorant la performance et le confort des pilotes et notamment : la perception de la situation (avec conservation de la vision extérieure et du cockpit), la coopération entre le pilote et le tireur ; enfin, l'ergonomie pour l'identification des cibles (possiblement à grande distance) et l'utilisation des armements. Une campagne au sol réalisée en 2018 avait validé la faisabilité du système et en avait défini les premiers concepts d'emploi.

Début 2019, les essais en vol ont été réalisés sur un hélicoptère banc d'essai Puma de la DGA à Istres, avec le concours du Groupement AéroMobilité de la Section Technique de l'armée de Terre (GAMSTAT) et des industriels concernés : Airbus Helicopters, Safran Electronics & Defense pour le *Strix* et Thales Avionics pour le casque TopOwl®.

A l'horizon 2025, le Tigre standard 3 devrait être doté de systèmes optroniques *Strix NG* et TopOwl DD (Digital Display), qui remplaceront les viseurs *Strix HAD* et TopOwl *Conf3* actuels.



ALLEMAGNE : DEBAT AUTOUR DES PREVISIONS BUDGETAIRES EN MATIERE DE DEFENSE

Mercredi 20 mars, le gouvernement allemand a adopté en Conseil des ministres les prévisions de dépenses liées à la défense pour les années 2020 à 2023. Ce projet porterait le budget de la défense pour l'année 2020 à 45,1 milliards d'euros, soit 1,37% du PIB allemand. En revanche, elles devraient légèrement diminuer au cours des années suivantes jusqu'à atteindre 44,16 milliards d'euros (1,25% du PIB) en 2023.

Annegret Kramp-Karrenbauer, qui succède à Angela Merkel à la tête du parti de l'Union Démocrate Chrétienne (CDU), a appelé le Parlement à « corriger » le projet du gouvernement dans [un entretien accordé au magazine Der Spiegel](#).

Le président du Bundesverband der Deutschen Sicherheits - und Verteidigungsindustrie (BDSV ; Groupement des Industries Allemandes de Sécurité et de Défense), Hans Christoph Atzpodien, a qualifié ces prévisions de « décevantes », notamment au regard des insuffisances et pénuries de matériel dont souffre l'armée allemande. Il a également dénoncé les potentiels effets négatifs de ce plan sur l'importance et la renommée de l'industrie de défense allemande – déjà déstabilisée par la suspension des exportations vers l'Arabie Saoudite – à l'échelle de l'Union Européenne et de l'OTAN. Cette dernière décision a en outre provoqué des tensions diplomatiques avec la France et le Royaume-Uni, dont les industries, partenaires d'entreprises allemandes, sont également touchées.

Il convient pourtant de rappeler qu'à l'issue du sommet de l'Otan qui s'était déroulé à Bruxelles en juillet 2018, l'Allemagne s'était engagée à porter son budget de défense à 1,5% du PIB d'ici 2024.



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE : L'EXPORTATION D'ARMEMENT S'ENVOLE

Deux fleurons de l'armement turc ont passé les tests avec succès cette semaine, chez deux nouveaux partenaires.

Il s'agit en premier lieu de l'hélicoptère *T129 ATAK* livré au Brésil, et premier du genre en Amérique latine. Cet hélicoptère d'attaque et de reconnaissance, s'il n'est pas encore vendu, a servi une démonstration en anticipation d'une foire aux armements se tenant début avril à Rio.

Ensuite, le drone *Bayraktar TB2* sera quant à lui utilisé très prochainement par les forces armées ukrainiennes, ainsi que l'a annoncé le président Petro Poroshenko. Ces drones entièrement faits en Turquie seront utilisés dans le Donbass, contre les forces séparatistes. D'une capacité de vol de 8,239 mètres, et doté d'une économie de 24 heures, il peut transporter des charges atteignant les 150 kilogrammes.

Cette conquête de marché confirme les nouvelles ambitions de l'industrie de la défense turque. Il est à noter que les exportations se concentrent principalement dans les armes de l'air. Ainsi, un nouveau prototype de drone a aussi été annoncé cette semaine. Il s'agit du *Anka-Aksungur*, connu jusqu'alors comme le *Anka-2* produit par l'entreprise TUSAS. Ce modèle a été spécifiquement conçu pour le transport de charge lourdes. Sa capacité de transport atteindrait les 700 kilogrammes.

EGYPTE : RENFORCEMENT DE LA COOPERATION IRAKO-EGYPTIENNE CONTRE LA « PROVINCE DU SINAÏ ».

Le 9 février 2018, l'opération « Sinaï 2018 » a été lancée par le gouvernement égyptien. Coordinée entre la police et les forces armées égyptiennes, celle-ci avait pour but de récupérer la région Nord du Sinaï, devenue depuis 2013, une des provinces de l'État islamique (EI). Un an après, ce groupe de l'EI, connu sous le nom de « Province du Sinaï » persiste. Sa présence constitue une menace qui pourrait se renforcer à mesure que l'influence de l'EI diminue en Irak et Syrie.



La province du Sinaï est un territoire frontalier de la bande de Gaza. Si les services de renseignements israéliens et égyptiens sont déjà en étroite collaboration dans cette guerre locale, les liens irako-égyptiens semblent se renforcer. Le 23 mars 2019, le Premier ministre irakien Adel Abdul Mahdi a rencontré le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi au Caire. Il s'agirait de renforcer leur coopération pour la cessation durable du terrorisme dans leurs territoires respectifs.

KOWEÏT : TROISIEME DIALOGUE STRATEGIQUE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Mardi 19 mars, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a entamé la première étape de sa tournée au Moyen-Orient par le Koweït. Il y a ouvert le 3ème dialogue stratégique entre les deux pays. Mr. Pompeo s'est ensuite rendu en Israël et au Liban.

Selon le Vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères koweïtien, Cheikh Sabah Al-Khalid Al-Hamad Al-Sabah, plusieurs accords de sécurité, de défense et de commerce avec les États-Unis ont été signés. La visite a permis de discuter du Yémen et de la Syrie, ainsi que des progrès de l'alliance stratégique pour le Moyen-Orient, qualifiée d'OTAN arabe pour lutter contre l'influence iranienne dans la région. Ce fut aussi l'occasion de saluer les efforts koweïtiens pour régler la crise actuelle du Conseil de Coopération du Golfe (CCG).

La déclaration commune mentionne la préparation de l'exercice multinational "Eagle Resolve" qui se tiendra au Koweït en 2020. Certains pays du CCG devraient y participer afin d'améliorer les capacités militaires communes. La modernisation des installations militaires au Koweït utilisées conjointement et les opportunités d'intégration entre les deux armées étaient aussi sur l'agenda.

SYRIE : PRISE DU BASTION DE BAGHOUZ

La conquête du bastion de Baghouz, dernière enclave territoriale de Daech sur la rive orientale de l'Euphrate, a été annoncée ce samedi 23 mars.



La prise de la petite localité syrienne s'est effectuée après plusieurs jours de combats, ponctués de redditions de combattants et de leurs familles ainsi que par l'évacuation des civils des environs. Au fil des jours, les rangs jihadistes ont fondu, pour ne plus opposer que les plus fanatisés (dont des femmes), usant du peu de terrain pour combattre, mais aussi de tout un système de tunnels. Les FDS ont donc progressé méthodiquement, pour amoindrir les risques au combat.

Les messages de félicitations se sont succédés, l'organisation Daech ne possédant plus d'emprise territoriale importante. Mais l'ensemble des acteurs régionaux n'en oublie pas moins que la lutte n'est pas terminée. De nombreux attentats et raids ont été menés par des militants de l'organisation en zones reconquises. En effet, comme le précise le général américain Votel dans un communiqué du CentCom publié ce samedi, Daech continue de subsister dans une forme insurrectionnelle.



RUSSIE

LA RUSSIE ENTRE AU SAHEL : TRAITE DE COOPERATION RUSSO-MALIEN

Si la Russie pousse son influence dans certains pays d'Afrique, comme en République centrafricaine, cependant, jusque-là, elle restait aux portes Sud du Sahel, pré-carré franco-européen.

Or voici que le Kremlin a annoncé le 21 mars dernier qu'il approuvait un traité de coopération militaire avec le Mali. L'information fut relayée par plusieurs médias russes (dont Ria Novosti). Signé par Dimitri Medvedev, le décret introduit un important accord de défense, prévoyant une coopération étroite à venir avec cet État sahélien. Selon le communiqué, repris par les médias russes, la coopération se développera pour l'instant dans des domaines techniques (ingénierie, médecine militaire) et de maintien de la paix (opérations de maintien de la paix, de sécurité et lutte anti-terroriste). Cet accord, sans date de fin, annonce une présence grandissante de la Russie dans la bande sahélienne.

Le scénario centrafricain se rejoue-t-il ? La question mérite d'être posée. En effet, en décembre 2018, la ministre des Armées française Françoise Parly s'était rendue à Bangui pour plaider en faveur du rôle incontournable de la France dans le soutien et le maintien de la paix en Centrafrique. Son intervention heurta particulièrement la Russie par ces quelques mots : « quand on parle de paix et de vies à protéger, il n'y a pas de rivalités ou d'intérêts particuliers qui tiennent. » (*Le Point*, décembre 2018). Après le retrait des troupes françaises en 2016, et devant l'instabilité du pays, la Russie s'est introduite en lieu et place de la France, comme son successeur en « maintien de la paix » et comme soutien des forces armées centrafricaines. Aujourd'hui, son influence est très importante, en matière d'armement, de déploiement de forces et de formation.

La signature d'un accord de défense franco-malien interroge quant à la stratégie sahélienne de la Russie. Si la France est pour l'instant fortement engagée dans la bande sahélo-saharienne, à travers l'opération Barkhane, la Russie s'y introduit à son tour, prétendant ne pas se substituer aux forces françaises et européennes présentes, mais pour compléter leur action. Le Mali sera-t-il dans quelques années la Centrafrique du Sahel ?



EXERCICE RUSSO-TADJIKS - JEUX D'INFLUENCE ET TERRORISME EN ASIE CENTRALE

Le 19 mars, les forces de la 201^{ème} base militaire russe située au Tadjikistan ont effectué un exercice commun avec celles du Tadjikistan, ayant pour thème la défense antiterroriste en milieu montagneux contre un ennemi fictif ayant illégalement traversé la frontière. L'exercice a mobilisé 700 militaires russes et 150 de leurs homologues tadjiks, un nombre qui n'est pas étonnant quand on sait que la 201^{ème} base est la plus grande base militaire dont la Russie dispose hors de son territoire national. Un accord entre les deux gouvernements prévoit que son bail dure jusqu'en 2042.

Cet exercice n'est pas anodin étant donné l'actualité brûlante de la région, pour une grande part concentrée autour des guerres en Afghanistan, qui possède une frontière commune avec le Tadjikistan. A quoi s'ajoute le problème de la radicalisation et du départ de nombreux Tadjiks partis rejoindre les rangs de Daech. Sans parler enfin de l'utilisation par les combattants afghans et par les déserteurs de l'État Islamique des montagnes tadjikes, lesquelles apparaissent comme un refuge de choix mais aussi un lieu de recrutement potentiel.

La présence militaire russe peut aussi être comprise dans sa visée d'influence, visant à concurrencer les tentatives chinoises de s'implanter dans la région à grands coups d'investissements – dont la Russie n'a plus, pour sa part, les moyens. Enfin, cette coopération pourrait aussi être interprétée comme un signal envoyé par les deux pays à certains voisins du Tadjikistan, alors qu'un accrochage ayant fait plusieurs morts a récemment eu lieu à la frontière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan – deux pays pour lesquels la question de la délimitation des frontières post-soviétiques est loin d'avoir été réglée.

CRISE POLITIQUE ALGERIENNE : LA RUSSIE REAFFIRME SON SOUTIEN AU GOUVERNEMENT

Ramtane Lamamra, le chef de la diplomatie algérienne, était à Moscou mardi 29 mars pour rencontrer son homologue russe Sergueï Lavrov. Le ministre des affaires étrangères algérien a affirmé avoir délivré à Vladimir Poutine une lettre écrite de la main du président Bouteflika. M. Lamamra s'est entretenu longuement avec M. Lavrov et a affirmé qu'une nouvelle Constitution serait bientôt élaborée. M. Lavrov, après cet échange, a affirmé que la Russie soutenait pleinement le gouvernement algérien. Le chef de la diplomatie russe espère que la stabilisation se stabilisera en Algérie *“par le biais d'un dialogue national fondé sur la Constitution algérienne*



et, bien entendu, avec le respect des normes du droit international et de la charte des Nations unies par toutes les parties.”



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, Simon Roche, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière